



COVID-19

• Les enseignants appellent à la grève

PAGE 8

SOCIÉTÉ

Covid: les enseignants appellent à la grève

Les syndicats jugent l'allègement du protocole sanitaire « ahurissant ». Ils exhortent à ne pas faire classe jeudi.

GUILLAUME MOLLARET

@Newsdusud
NIMES (GARD)

ÉDUCATION Les parents peuvent souffler mais le répit sera peut-être de courte durée. Vingt-quatre heures après l'assouplissement des règles sanitaires d'accueil en classe des enfants cas contacts âgés de moins de 12 ans, deux syndicats d'enseignants, le SNUipp-FSU et le SE-Unsa, appellent à une journée de grève jeudi prochain.

Selon les nouvelles règles en vigueur depuis ce vendredi, tout enfant cas contact âgé de moins de 12 ans n'est plus contraint à l'isolement et peut rejoindre sa classe dès lors que ses parents produisent pour lui un test antigénique ou PCR négatif. Ce dernier doit ensuite réaliser un autotest à J + 2 et J + 4. Un parcours de dépistage valable sept jours. Autrement dit, la notion de « cas contact intrafamilial » n'existe plus pour l'Éducation nationale, ce qui provoque l'ire des syndicats après quatre jours de flottement où le ministère a entretenu le flou et où chaque direction d'établissement a appliqué sa propre règle en l'absence de consignes explicites.

Dans une école privée de Nîmes (académie de Montpellier), les dix-sept jours d'isolement avaient été maintenus entre lundi et jeudi, ce qui n'était pas le cas dans des écoles publiques voisines. En Savoie (académie de Grenoble), les directeurs d'école publique ont dû attendre mardi soir pour avoir des consignes, qui diffèrent finalement de celles en

vigueur aujourd'hui, lors d'une réunion en visioconférence avec le directeur adjoint de l'inspection d'académie. « On a tous été laissés à nous-mêmes par le ministère, d'autant que les consignes données lors de cette visioconférence n'ont jamais fait l'objet d'un écrit. Tout est resté oral », témoigne un directeur participant à cette réunion.

Mensonges par omission

« La situation depuis la rentrée de janvier engendre une pagaille indescriptible et un sentiment fort d'abandon et de colère parmi les personnels des écoles. On a fait les choses partout différemment, parfois même dans les écoles d'une même ville », déplore Guislaine David, cosecrétaire générale du SNUipp-FSU. « Un enfant ne peut pas être davantage cas contact qu'au sein de la cellule familiale. Ce nouveau protocole est ahurissant. Il y a quand même très peu d'enfants qui ne contractent pas la maladie quand une composante du foyer est malade. En niant cette réalité, on va faire circuler le virus comme jamais », dénonce-t-elle. Guislaine David prône « le retour à la règle qu'un cas positif est synonyme de fermeture de la classe, d'une part ; un retour de l'isolement des cas contacts intrafamiliaux, d'autre part ; et une politique de tests préventifs hebdomadaires salivaires systématiques ».

Côté parents, l'analyse est différente. Scolarisés dans le Gard, les deux enfants de Sylvie ont pu, dès jeudi après-midi, regagner leurs

salles de classe. « Depuis le 26 novembre, en raison des contaminations en chaîne dans les classes puis dans la famille, j'ai toujours dû garder au moins un enfant à la maison. Avec les vacances au milieu, les isolements obligatoires, ils n'avaient pas revu d'enfant de leur âge depuis le 10 décembre. Heureusement que je peux télétravailler et que mon employeur est compréhensif », témoigne-t-elle.

Intenable pour de nombreux parents, notamment ceux n'ayant pas de possibilité de télétravail, le protocole prévoyant l'isolement des enfants cas contacts intrafamiliaux a engendré, au trimestre dernier, de nombreux mensonges, au moins par omission, entre les écoles et les parents. Ces derniers, dans l'impossibilité de garder leur enfant à domicile, ne les faisaient en effet pas tester.

« Pas assez de remplaçants »

« On place l'économie avant la santé et la sécurisation de l'école. C'est un choix politique, mais, en laissant circuler le virus, le gouvernement prend le risque d'une contamination des enseignants, ce qui entraînera des fermetures de classes. Qu'en sera-t-il des cantines, du nettoyage et des activités périscolaires quand ces personnels seront positifs ? Qui va les remplacer ? Pour les enseignants, c'est clair : il n'y a pas assez de remplaçants », pointe-t-on au SNUipp-FSU. « Même les enfants des personnels soignants, à un moment donné, on ne sera plus à même



de les accueillir», enchaîne Guislaine David. Selon les derniers chiffres diffusés jeudi par l'Éducation nationale, plus de 47 453 élèves étaient recensés positif au Covid-19 et 9 202 classes étaient fermées. ■



Tests salivaires de dépistage du Covid-19, en décembre dernier à l'école élémentaire de Lons (Pyrénées-Atlantiques). QUENTIN TOP/PHOTOPQR/SUD OUEST/MAXPPP

